

**Consultation publique de l'ART sur l'évolution
du plan de numérotation et de ses règles de gestion :**

REPONSE de SFR

Préambule

Planification de la ressource :

□ *Un maintien de la structure actuelle du plan national de numérotation*

La structure actuelle du plan national de numérotation, permettant d'identifier les différentes catégories de ressources¹, offre aux usagers de services de communications électroniques une fluidité, une lisibilité de l'information et une simplicité d'usage des services. En effet, elle permet de porter plusieurs natures d'informations notamment la localisation géographique, la nature de la communication (fixe ou mobile), la nature du service et le niveau tarifaire afférent.

Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, le plan national de numérotation doit être conçu de manière à garantir un accès simple aux utilisateurs. En vertu de cette disposition, **SFR sollicite le maintien de la structure actuelle du plan national de numérotation.**

□ *L'attribution d'une nouvelle tranche de numéros aux services mobiles*

Le plan de numérotation actuel arrive progressivement à saturation pour les numéros attribués aux services mobiles. En effet, en 1998, le nombre d'utilisateurs était encore relativement limité. Cependant, la croissance du marché des communications électroniques et des usages à titre privé ou professionnel, induite par une évolution rapide des technologies dans ce secteur a engendré une demande accrue en numéros de téléphone mobile.

Il devient alors difficile de limiter la ressource en numérotation pour ces services à la seule tranche « Z=6 ». SFR souhaite l'ouverture d'une nouvelle tranche aux services non-géographiques mobiles pour pallier une rareté prévisible de la ressource. La mise en œuvre d'une telle ouverture, requiert de la part de l'ART une anticipation d'au moins 18 mois afin de permettre aux opérateurs concernés d'adapter leurs infrastructures de réseaux et de plates-formes de services, ainsi que leurs interfaces d'interconnexion, à cette nouvelle ressource.

□ *Les plans de numérotation privés*

SFR n'est pas favorable à une planification du plan national de numérotation intégrant son plan privé de numérotation.

SFR a fait le choix de mettre en œuvre un plan privé, notamment avec des numéros courts gratuits ou payants, en lien direct avec son activité. En l'espèce, ces services apportent des informations, des conseils et une assistance aux abonnés et aux utilisateurs de son réseau. Ces services accessibles aux seuls clients de SFR et relevant du plan privé de numérotation, ne sont donc pas substituables aux services accessibles à partir de tous les réseaux ouverts au public.

Les décisions que l'ART est susceptible de prendre sur le sujet doivent s'inscrire dans le cadre d'une vision globale et de long terme. Les impacts sur le confort et les intérêts des utilisateurs, ainsi que sur l'économie de ce secteur et sur ses emplois doivent être pris en compte.

□ *Les numéros banalisés*

¹ telle que présentée dans la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation.

La planification de numéros banalisés dans le plan national de numérotation, pour un nombre limité de services, offrira aux usagers l'accès à chacun de ces services à l'aide d'un même numéro à partir de tous les réseaux de boucle locale. Dans ce contexte, **SFR est favorable à une évolution des numéros banalisés** dans le plan national de numérotation nécessitant la création d'un groupe de travail sous l'égide de l'ART.

Une gestion efficace de cette ressource :

Conformément aux objectifs définis dans le code des postes et des communications électroniques, l'ART devra veiller :

- **A garantir l'absence de discrimination, dans des circonstances analogues, dans le traitement des opérateurs**

Au regard du nouveau cadre réglementaire, les opérateurs déclarés pourront se voir attribuer certaines catégories de numéros, blocs de numéros ou préfixes en fonction de la nature de leur activité (exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public, fourniture du service téléphonique au public ou fourniture de services de communications électroniques au public).

Dans une même catégorie de numéros, lors de l'établissement des nouvelles conditions d'attribution, de gestion et d'utilisation des ressources en numérotation, l'ART devra garantir l'absence de discrimination dans le traitement des opérateurs.

SFR tient à souligner que des règles objectives, transparentes et non discriminatoires mais également précises de gestion du plan national de numérotation sont des éléments essentiels du futur dispositif.

- **Au respect du principe de neutralité technologique**

Il conviendra de ne pas opérer de distinction du régime applicable en fonction des technologies utilisées au nom du principe de neutralité technologique rappelé à l'article L.32-1, II, 13° du code des postes et des communications électroniques. L'intervention de l'ART ne devra porter que sur le service final rendu au consommateur.

Réponse point par point

1 – Les grandes évolutions de la téléphonie et de la numérotation

Q 1 Quelles remarques générales pouvez-vous faire sur le plan de numérotation actuel ?

Le plan national de numérotation actuel a permis d'atteindre les objectifs suivants :

- un nombre suffisant de ressources en numéros.

Cependant, le plan de numérotation arrive progressivement à saturation pour les numéros attribués aux services mobiles.

- une fluidité, une simplicité et une lisibilité du point de vue de l'utilisateur.

SFR attire l'attention de l'ART sur le maintien de ces caractéristiques qui sont une priorité absolue à une évolution pérenne du plan national de numérotation.

Cependant, le plan de numérotation actuel n'a pas pris en compte certaines des réalités et certains besoins :

- l'introduction d'informations de nature tarifaires dans les numéros courts 3BPQ.

SFR est favorable à certaines évolutions du plan national de numérotation qui seraient bénéfiques tant aux consommateurs qu'à un développement de la concurrence sur le marché des numéros spéciaux.

Conformément à sa réponse à l'appel à commentaires relatif aux 3BPQ en novembre 2003, SFR estime nécessaire d'introduire une structuration tarifaire des numéros courts 3BPQ :

- cette mesure permettra de lever la question de la « lisibilité tarifaire » pour les consommateurs, à l'image de ce qui est mis en place pour les numéros 08 AB PQ MC DU ;
- et facilitera la mise en œuvre technique des numéros courts 3BPQ dans l'ensemble des réseaux de boucle locale, ainsi que le paramétrage des systèmes d'information pour la facturation des clients et la gestion des reversements.

Q 2 Quels sont les enjeux pour les opérateurs, les consommateurs, les industriels, etc. autour du plan de numérotation ? D'ici un an ? Dans 3 à 5 ans ?

1. Les enjeux pour les opérateurs :

□ *Attribution d'une nouvelle tranche de numéros pour les services mobiles*

Le plan national de numérotation actuel arrive progressivement à saturation pour les numéros attribués aux services mobiles :

- ✓ En effet, en 1998, le nombre d'utilisateurs était encore relativement limité. Cependant, la croissance du marché des télécommunications, induite par une évolution rapide des technologies dans ce secteur a engendré une demande accrue en numéros de téléphone, notamment dans le secteur mobile.
- ✓ Enfin, il faut également tenir compte de plusieurs facteurs restrictifs dont la limitation de la norme GSM en matière de numérotation technique. En effet, elle gèle certains espaces de la tranche « 06 » réduisant par là - même, la quantité de numéros pour les services aux usagers.

Il devient alors difficile de limiter la ressource en numérotation pour ces services à la seule tranche 06AB. SFR souhaite l'ouverture de la tranche 07AB aux services non-géographiques mobiles pour pallier une rareté prévisible de la ressource.

La planification de la tranche « 07 » devra permettre de répondre aux attentes des usagers privés et professionnels mais également des opérateurs concernés. Dans ce contexte, SFR suggère que :

- ✓ pour les usagers privés, la réservation des « AB » soit établie en partant du bas de la tranche et dans un ordre croissant. L'objectif est de permettre une continuité avec les AB de la tranche « 06 » ;
- ✓ pour les usagers professionnels, la réservation des « AB » soit établie en partant du haut de la tranche et dans un ordre décroissant. L'objectif est de créer une réelle rupture avec les numéros réservés aux usagers privés, conformément aux attentes des usagers professionnels.

Conformément aux règles de gestion du plan national de numérotation, la ressource doit être attribuée aux opérateurs mobiles suivant le principe du quantum « AB ». En effet, ce principe permet de ne pas complexifier la mise en place et la gestion de la ressource dans leurs réseaux, leurs plates - formes de services et leurs systèmes d'information.

L'ouverture d'une nouvelle tranche requiert de la part de l'ART un délai d'anticipation d'au moins 18 mois pour permettre aux opérateurs mobiles d'adapter leurs infrastructures de réseaux, de plates-formes de services et leurs interfaces d'interconnexion à cette nouvelle ressource.

- Le maintien de la structure du plan national de numérotation permettant d'identifier les différentes catégories de ressources en numérotation

La structure actuelle² du plan national de numérotation permettant d'identifier les différentes catégories de ressource, offre aux usagers de services de communications électroniques une fluidité, une lisibilité de l'information et une simplicité d'usage des services. En effet, elle permet de porter plusieurs natures d'informations dont la localisation géographique, la nature de la communication (fixe ou mobile), la nature du service et le niveau tarifaire afférent.

Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, le plan de numérotation doit être conçu de manière à garantir un accès simple aux utilisateurs. **Dans ce contexte, la structure actuelle du plan national de numérotation permettant d'identifier les différentes catégories de ressources en numérotation, doit être maintenue.**

De surcroît, une remise en cause de la structure actuelle impacterait les développements réalisés depuis plusieurs années. Ces développements ont permis d'adapter au plus près nos offres de services aux attentes des clients, notamment dans nos systèmes d'informations (règles de tarification des offres, outils du service clients, ...) et dans les composantes du réseau (éléments de taxation, acheminement des appels, signalisation, adaptation aux nouvelles technologies, ...).

- Les plans de numérotation privés

SFR n'est pas favorable à une planification du plan national de numérotation intégrant son plan privé de numérotation.

SFR a fait le choix de mettre en œuvre un plan privé, notamment avec des numéros courts gratuits ou payants, en lien direct avec son activité. En l'espèce, ces services apportent des informations, des conseils et une assistance aux abonnés et utilisateurs de son réseau. **Ces services, accessibles aux seuls clients de SFR et relevant du plan privé de numérotation, ne sont donc pas substituables aux services accessibles à partir de tous les réseaux ouverts au public.**

La gestion de numéros privés par les opérateurs, facilitant au quotidien l'usage de ces services pour 14 millions d'usagers domestiques ou de professionnels, doit être conservée. Les aides et les facilités, que ces numéros apportent et apporteront aux usagers, contribuent aux développements économiques de la société et des entreprises nationales et multinationales.

- Une clarification des règles d'attribution de numéros à destination identique dans des tranches distinctes, comme par exemple les 11X et les 08088 mais également les 3BPQ et les 10XY serait souhaitable.

² telle que présentée dans la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation :

- Numéros géographiques compris actuellement dans les tranches 01-02-03-04-05ABPQMCDU ;
- Numéros non géographiques mobiles attribués aux services mobiles actuellement compris dans la tranche 06ABPQMCDU ;
- Numéros non géographiques non mobiles et non portables attribués aux services particuliers non géographiques avec structuration tarifaire : 08AB vocaux, 086B Accès internet, à l'exception de la tranche 087B réservée au service VoIP ;
- Numéros non géographiques portables réservés au service de libre appel ;
- Numéros courts à quatre chiffres réservés à des services vocaux sans structuration tarifaire : 3BPQ, 10X ;
- Numéros spéciaux à 2, 3 ou 4 chiffres notamment les numéros d'urgence gratuits (112, 15, 17, 18, 115, 119, etc....).

2. Les enjeux pour les clients

- Un maintien de la structure actuelle du plan national de numérotation

Cette structure permet de garantir une fluidité, une simplicité, une lisibilité et une transparence des informations pour l'utilisateur.

- La protection du consommateur

Les évolutions du plan national de numérotation et de ses règles de gestion devront être réalisées dans l'intérêt de la société en général (famille, entreprises, secteur public,...).

3. Les enjeux pour les fournisseurs de services

- Développement de nouveaux services

Les évolutions du plan national de numérotation devraient avoir pour objectif d'inciter les fournisseurs de services au développement de prestations ou de contenus innovants.

- Une gestion efficace de la ressource

Elle permettra d'éviter une rareté des tranches de numéros réservés aux services à valeur ajoutée.

4. Les enjeux pour les industriels

- Des améliorations du plan national de numérotation sans bouleversements majeurs

Il est souhaitable de ne pas procéder à des modifications en profondeur du plan national de numérotation. En effet, les cycles de développement nécessaires aux mécanismes traitant la numérotation sont souvent lourds et complexes à mettre en œuvre tant au niveau du réseau que des systèmes d'information.

- Il serait nécessaire de prévoir de la ressource en numérotation pour les communications machine vers machine dès lors qu'elles concernent un grand nombre de terminaux.

Q 3 Quelles sont les évolutions techniques, commerciales, réglementaires, etc. qui sont susceptibles d'affecter le plan de numérotation ?

1. Les évolutions techniques

Elles interviendront dans les sous-réseaux de commutation. Ces derniers migreront progressivement des technologies TDM vers les technologies IP. Une fois généralisée dans tous les réseaux, la technologie IP pourrait imposer de nouveaux modes d'adressage se trouvant hors du champ de la présente consultation.

SFR souligne que tant que les technologies actuelles existeront, le plan de numérotation international E.164 ne saurait être remis en cause.

Pour permettre une évolution pérenne du plan national de numérotation, SFR estime prudent d'attendre avant toute modification de ce dernier qu'ENUM ou tout autre mode d'adressage mette en évidence, de manière significative, ses qualités au bénéfice des usagers.

2. Les évolutions commerciales sur le marché mobile

La mise en place des conditions commerciales avec les opérateurs mobiles virtuels et les opérateurs exploitant des réseaux à technologie IP pourrait modifier certaines règles pré-établies, notamment en matière :

- ✓ de tarification (actuellement établie en fonction de la ligne appelante et de sa localisation) ;
- ✓ et d'ouverture et de gestion des numéros.

3. Les évolutions réglementaires

□ *Le principe de neutralité technologique*

Il conviendra de ne pas opérer de distinction du régime applicable en fonction des technologies utilisées au nom du principe de neutralité technologique rappelé à l'article L.32-1, II, 13° du code des postes et des communications électroniques. L'intervention du régulateur sur la planification et les règles de gestion de la ressource en numérotation ne devra porter que sur le service final rendu au consommateur.

□ *L'attribution de ressource en numérotation aux opérateurs mobiles virtuels*

Aujourd'hui, les MVNOs existants ne détiennent pas leurs propres numéros. Cependant, conformément aux dispositions des articles L. 32, 15° et L. 44 du code des postes et des communications électroniques, tout opérateur déclaré exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques peut se voir attribuer de la ressource en numérotation. Dans ce contexte réglementaire, les opérateurs mobiles virtuels pourraient se voir attribuer, le cas échéant, de la ressource en numérotation.

□ *Le maintien d'une structure fermée du plan national de numérotation :*

Certains pays européens ont mis en place un plan de numérotation dit « ouvert » dans la perspective de pallier une rareté de la ressource. La technologie des réseaux mobiles, contrairement à celle des réseaux fixes, a introduit la numérotation par bloc. Elle a, de ce fait, rendu compatible ces réseaux avec les règles de gestion d'un plan « ouvert ». Cependant, SFR tient tout particulièrement à attirer l'attention de l'Autorité sur les risques liés à ce type de gestion, notamment en terme de dégradation de la qualité de service (erreur de fausse numérotation) et de réduction de la lisibilité des informations pour les usagers.

Q 4 Quels sont les nouveaux services amenés à se développer ? Quel sera leur impact sur le plan de numérotation ?

SFR a opéré une distinction entre les nouveaux services amenés à se développer en fonction des différents usages, afin de permettre d'en évaluer leur impact sur le plan de numérotation :

	Les nouveaux services	Les impacts sur le plan national de numérotation
Service personne à personne	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Visiophonie ▫ Messagerie instantanée ▫ Messagerie multimédia ▫ E-mail ▫ Gestion des appels (renvoi, activation répondeur,...) ▫ Services multi-opérateurs accessibles par des numéros courts (vocaux, SMS...) ▫ Groupes fermés 	<p>Problème de disponibilité de la ressource compte tenu des besoins liés au développement des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▫ une affectation de la tranche « 07 » à la catégorie des numéros non géographiques mobiles est donc nécessaire.
Services de personne à groupe	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Services de communications multipartites sur groupes constitués (équivalent à une liste de diffusion) de 1 vers n. 	<p>Une disponibilité de la ressource permettrait la création de groupements de lignes.</p>
Service de personne à machine	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Robotique, domotique, surveillance (de 1 vers 1 ou 1 vers n). 	<p>L'impact de ces services sur le plan national de numérotation correspond à un besoin en ressource de numérotation.</p>
Service de machine à machine	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Réseaux de capteurs (de 1 vers 1) 	<p>A priori, il n'y a pas d'impact sur le plan national de numérotation, dans la mesure où la numérotation hexadécimale mais également l'adressage IP sont envisageables.</p> <p>Cependant, au sein des réseaux mobiles GSM, compte tenu des contraintes normatives, la ressource en numérotation est la seule permettant la communication de machine à machine.</p>

Q 5 Quels sont les grands facteurs d'évolution d'un plan de numérotation ?

Afin d'identifier les grands facteurs d'évolution d'un plan de numérotation, SFR estime nécessaire, en premier lieu, d'identifier les besoins en matière de numérotation pour l'avenir :

- prévenir la rareté des différentes catégories de ressource en numérotation ;
- attribuer, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, de la ressource en numérotation aux opérateurs ;
- ne pas remettre en cause la structure actuelle du plan de numérotation ;
- permettre et faciliter les évolutions et/ou l'introduction de nouvelles technologies dans les réseaux, les systèmes d'information et les autres plates-formes de services des opérateurs et des éditeurs de service ;
- prendre en compte les innovations prévisibles dans le domaine de l'ergonomie des usages, de la mobilité des usagers, de l'apparition des contraintes techniques et des relations entre le plan de numérotation et les autres systèmes d'adressage ;
- identifier les aspects opérationnels notamment les numéros à fonctionnalités banalisées.

En conséquence, le nouveau plan de numérotation devra prendre en considération :

- des évolutions internes :
 - ✓ l'affectation de la tranche « 07 » à la catégorie des numéros non géographiques mobiles nécessaire à terme pour éviter toute rareté en numéros dans la tranche « 06 » dont le volume de numéros actuellement attribués s'élève à plus de 78% de la ressource disponible ;
 - ✓ et la structuration tarifaire des 3BPQ.
- des évolutions externes :
 - ✓ la définition d'un nouveau plan de numérotation devra prendre en considération les évolutions au niveau européen et international.

SFR a identifié d'autres facteurs secondaires d'évolution du plan de numérotation :

- la signification du numéro : enseigne - tarification - géographie - opérateur - nature du service ;
- le format et les caractères spécifiques (dix digits + # + *) ;
- et le passage du numérique à l'alphanumérique.

b) Les usages du plan et les évolutions à long terme

La vision du consommateur

Q 6 Ces informations vous semblent-elles pertinentes aujourd'hui ? à long terme ? Comment classeriez-vous ces informations par importance pour le consommateur ? Quelles autres informations serait-il utile de connaître via le numéro de téléphone ?

SFR a multiplié les échanges pour mieux satisfaire ses clients. En effet, des mesures régulières de la qualité de service et un suivi de la satisfaction clients ont été mis en œuvre. Il ressort de ces échanges que les conditions de tarification et de facturation, la lisibilité entre les numéros et les services associés arrivent en tête des interrogations de nos clients.

Cependant, dans la mesure où nos offres nationales n'intègrent pas de distinction entre les appels locaux et les appels longues distances, contrairement au fixe, cette différence n'est pas pertinente dans le cas des services mobiles.

Enfin, avec l'essor des besoins en numéros pour les mobiles et la multiplication des tranches, nous observons que certains clients regrettent de ne plus connaître l'opérateur mobile de leurs correspondants via le numéro d'appel. Cette observation est renforcée avec la portabilité des numéros mobiles.

Dans ce contexte, et ce pour répondre aux attentes de nos clients, SFR estime nécessaire de classer ces informations par ordre d'importance :

- le tarif ;
- une localisation fonctionnelle (le type de service : mobile, fixe, international, service de contenu, numéro internet) ;
- une localisation géographique précise (région, international) et le type de terminal (voix, télématique ou la visiophonie) ;
- l'opérateur du réseau de rattachement du destinataire ;
- et l'opérateur du réseau de rattachement de l'émetteur.

Le nomadisme et les numéros personnels

Q 7 Pensez-vous que le « nomadisme » soit amené à se développer dans les prochaines années ? Sous quelle forme ? Avec quels numéros : les numéros actuels ou une nouvelle tranche de numéros ?

La typologie des numéros dans le plan de numérotation se fait à partir des usages possibles pour les services associés à chacun de ces numéros. Actuellement, cette typologie distingue :

- les numéros **mobiles** (ex : 06 ABPQMCDU) ;
- et les numéros **fixes** :
 - ✓ pour un service **géographique** (ex : 01 ABPQ)
 - ✓ ou pour un service **non-géographique** (ex : 087 BPQ)

Cette typologie est et restera pertinente dans les années à venir, dans la mesure où elle permet de décrire l'ensemble des services actuels et à venir.

SFR souligne l'ambiguïté du terme « nomadisme » et l'absence d'une définition précise de ce concept ouvrant un débat terminologique purement théorique.

Cette notion est très éloignée de la réalité des usages qui reflètent une frontière ténue voire inexistante entre nomadisme et mobilité.

Q 8 De manière plus générale, estimez-vous pertinent d'imaginer un numéro unique par abonné ? A l'inverse, estimez-vous pérenne la situation actuelle qui attribue plusieurs numéros par abonné (fixe, mobile, nomade), en plus d'autres identifiants de contact (adresse, adresse email, identifiant de messagerie instantanée) ?

Les abonnés n'ont jamais manifesté un réel intérêt pour une fonctionnalité du type numéro unique. Il ne semble pas que cette fonctionnalité soit une de leurs priorités. Dès lors, SFR n'envisage pas à ce jour un numéro unique.

SFR tient à souligner que le confort et la simplicité des services se sont considérablement améliorés, ces dernières années, au bénéfice des usagers mobiles. Un des apports majeurs de la téléphonie mobile, en termes de service, a été la systématisation du carnet d'adresses pour tous les usagers. Aujourd'hui, pour établir une communication, l'utilisateur choisit le nom de son destinataire (exemple : Jean Dupont), le type d'adresse sur lequel le joindre (numéro mobile, numéro fixe, E-mail) et le type de communication à établir (voix, visiophonie, SMS, MMS ...). Désormais, il n'y a plus besoin de suivre un ordre préétabli, la communication peut s'effectuer en fonction du choix de l'utilisateur.

La pertinence d'un numéro unique par abonné reste donc à démontrer, puisque, vu de l'utilisateur, cette unicité existe déjà plus ou moins, même en l'absence d'une unification « technique » de la numérotation.

De surcroît, la multiplication des réseaux d'accès et les différents types de communications génèrent un nombre croissant d'adresses (E-mail, adresse IP, login sur le web, identifiant Instant Messaging ...). Les évolutions des services mobiles, tel que l'address book mutualisé (horizontal address book : HAB) permettent d'offrir un identifiant unique (le nom) relié à une multiplicité d'identifiants techniques (les adresses). Ce système offre la possibilité aux usagers d'utiliser différents types de communications.

Les contraintes techniques pesant sur le plan de numérotation

Q 9 A quelles contraintes techniques le plan de numérotation est-il encore soumis ? Ces contraintes sont-elles vouées à disparaître ? Si oui, quand ? Quelles sont les contraintes qui ne disparaîtront pas ou qui apparaîtront avec l'arrivée de nouvelles technologies et de nouveaux services ?

Le plan de numérotation reste soumis actuellement à certaines contraintes techniques parmi lesquelles SFR a identifié :

- *des tranches spécifiques qui sont utilisées pour déterminer le routage des appels en raison de la limitation du nombre d'analyses dans les traducteurs des commutateurs actuels.*

Il n'est et ne sera pas possible d'héberger la base de tous les numéros dans les commutateurs. Si cette contrainte doit être levée, il sera nécessaire d'avoir recours à des bases de données hébergeant tout le plan de numérotation et capable de piloter le routage. D'un point de vue technique, ce système est extrêmement complexe à mettre en oeuvre.

- *le seul indicateur indiquant que l'appel est émis à partir d'un mobile est actuellement le numéro de l'appelant (Z=6).*

Si cette contrainte doit être levée, on peut avoir recours soit à une base de données soit à une extension du fonctionnement du serveur de portabilité. Ces systèmes font appel à des évolutions conséquentes, ils impliquent une implémentation complexe à anticiper.

- *le plan privé de SFR comporte des numéros à 7 et 8 chiffres commençant par 7 ou 9.*

SFR souhaite l'ouverture d'une nouvelle tranche Z=7 pour pallier la rareté de la ressource dans la tranche « Z=6 ». Cependant, préalablement à toute ouverture, il serait souhaitable que l'ART mène une consultation avec les opérateurs concernés pour tenir compte des opérations à réaliser dans les systèmes d'information et les réseaux, en particulier dans le cadre de l'introduction de la portabilité des numéros mobiles.

- *Les numéros courts ne doivent pas commencer par 0.*

Lever cette contrainte nécessiterait de la part des opérateurs mobiles GSM de reprendre les spécifications des Zones Blanches. En effet, des contraintes spécifiques aux traducteurs de certains équipements conduisent à l'impossibilité pour des clients en itinérance de composer des numéros commençant par 0.

- *Les numéros internationaux sont accessibles à travers le 00 (ou le + côté mobile).*

Envisager un autre préfixe d'accès nécessiterait un reparamétrage de la base des commutateurs, techniquement complexe. SFR est donc favorable à la conservation de ce code d'accès.

- *Les règles de tarification et de facturation des services aux usagers et des prestations d'interconnexion.*

Dans le cadre de l'interconnexion, plus précisément dans le cadre de la terminaison des appels fixes (à l'exception de la voix sur IP) vers mobiles, les règles de tarification et les modalités de facturation afférentes basées sur le numéro de la ligne appelante imposent une contrainte sur la planification des numéros, notamment géographiques, dans le plan national de numérotation.

SFR recommande de conserver cette contrainte pour les appels émis depuis les réseaux fixes. En effet, la levée de cette contrainte impliquerait des modifications substantielles des systèmes d'information utilisés notamment pour la facturation :

- ✓ entre opérateurs fixes et /ou mobiles ;
- ✓ et des clients finaux (les opérateurs doivent pouvoir continuer à pratiquer des tarifications préférentielles basées sur le numéro de la ligne appelée et donc sur un contrôle de l'«AB »).

SFR estime qu'il convient de conserver les contraintes imposées au plan national de numérotation au regard des modes de tarification et de facturation appliqués dans le cadre des services aux clients finaux et des prestations d'interconnexion. Cette position confirme un maintien de la structure actuelle du plan national de numérotation.

Le routage des appels

Q 10 L'utilisation du plan de numérotation comme outil de routage est-elle vouée à disparaître ? A quelle échéance ?

Les mécanismes de routage basés sur le plan national de numérotation sont définis au niveau mondial ITU-T.

La disparition de ces mécanismes est liée à la disparition de la téléphonie par commutation de circuit. SFR tient à souligner que les réseaux actuels, les systèmes d'informations associés et ceux gérant les comptes des clients (facturation, service client) et les relations inter opérateurs sont conçus et maintenus en fonction de la planification de la ressource en numérotation.

Cependant, à l'avenir, la tendance serait de disjoindre le numéro des mécanismes de routage. La mobilité en GSM en est un exemple, la technologie IP dont l'adresse change en fonction du routeur en est un autre. Par ailleurs, le numéro de téléphone, en lui-même, est de moins en moins utilisé par l'utilisateur qui préfère utiliser un navigateur dans un annuaire personnel.

Les mécanismes de capture des identifiants et la numérotation par annuaire contribuent également à remettre en cause la planification de la ressource en numérotation actuelle. Enfin, la migration du mode de numérotation actuel vers un mécanisme basé sur un identifiant personnel reste à étudier tant dans l'intérêt des usagers et de la société en général que de sa faisabilité technique.

La portabilité

Q 11 Quelles sont les contraintes que la portabilité induit sur le plan national de numérotation ? Quelles solutions proposez-vous ?

Dix huit mois après l'ouverture de la Portabilité des Numéros Mobiles, il convient de constater que celle-ci fonctionne de façon globalement satisfaisante.

Cependant, pour la mise en œuvre du routage direct des appels (phase 2 de la Portabilité des Numéros Mobiles), une coordination sur les évolutions majeures doit être conduite pour permettre le développement de solutions de routage optimales.

Ces travaux pourraient, selon SFR, s'organiser en deux temps :

- une phase d'étude du Groupe de Portabilité Mobile pourrait conduire in fine à une définition des modalités de mise en œuvre du routage direct, validée par l'ensemble des acteurs concernés ;
- à l'issue de cette validation, une phase de mise en œuvre opérationnelle du routage direct pourrait alors être engagée.

SFR tient à attirer l'attention de l'ART sur les conséquences du développement de la Portabilité des Numéros Mobiles pouvant conduire à une banalisation des numéros par rapport aux typologies des services fournis au client. En effet, les services accessibles par un client à l'aide de son numéro peuvent être différents entre les offres des opérateurs donneur et receveur concernés.

La numérotation par bloc

Q 12 A quel horizon peut-on imaginer que le réseau téléphonique utilisera les numéros comme des blocs de chiffres plutôt que comme des séquences ?

SFR note que la numérotation par bloc relève des services fixes. Cependant, les mécanismes liés à l'analyse de numérotation par blocs sont parfaitement connus des réseaux fixes et des réseaux mobiles. Les PABX savent également s'adapter. Le cœur de réseau peut techniquement basculer dans ce mode relativement rapidement.

L'évolution majeure se situe au niveau :

- du parc de téléphones, modems, fax et autres terminaux utilisant soit la numérotation DTMF soit impulsionnelle ;
- et au niveau des cartes joncteurs d'abonnés dans tous les centraux publics CAA (plusieurs dizaines de millions de joncteurs en France).

La numérotation comme moyen d'identification de la ligne physique

Q 13 A quelle échéance un autre système d'identification des lignes physiques pourrait-il être mis en œuvre ? Quel serait-il ?

SFR n'estime pas nécessaire, à court et moyen terme, de remettre en cause ce mode d'identification des lignes physiques.

Aujourd'hui sur les réseaux fixes, il existe un lien (et un seul) entre un numéro de téléphone et un numéro d'équipement. Le numéro d'équipement correspond à un joncteur raccordé sur un répartiteur d'un central donné. Seul l'opérateur possède les outils permettant d'effectuer cette correspondance. Pour le réseau mobile, la même relation existe entre un MSISDN et l'IMSI.

Les codes hexadécimaux

Q 14 A quelle échéance serait-il possible d'attribuer des codes hexadécimaux aux codes techniques utilisés par les opérateurs ?

Le protocole d'interconnexion SPIROU permet d'utiliser les codes 0 à 9 ainsi que les codes 11 et 12. Ces codes correspondent aux caractères * et # qui sont déjà utilisés en INAP et CAMEL. Pour les équipements du réseau, les codes hexadécimaux sont très utilisés par de nombreux mécanismes dans les commutateurs. L'utilisation de ces codes aux interfaces aurait pour conséquence de les remettre en cause.

L'usage des codes hexadécimaux, notamment aux interfaces d'interconnexion entre tous les réseaux actuellement interconnectés, exigerait dans un premier temps une révision de la spécification du protocole SPIROU afin de normaliser les codes en réserve. Dans un deuxième temps, ce processus devra être pris en compte par les fournisseurs d'équipements et par les opérateurs dans tous les mécanismes de traduction s'appuyant sur les codes retenus. Cet ensemble représente un grand nombre d'opérations dont la réalisation s'étalerait sur plusieurs années.

SFR tient à souligner que le principe du code hexadécimal existe depuis les normes NEF77 (Normes d'Exploitation Françaises). Ce code n'est utilisé dans les réseaux des opérateurs que pour des besoins techniques, il n'est pas utilisable avec des téléphones classiques. Par exemple, dans le cadre d'un groupement de lignes (non SDA³), un appel fait à la tête de groupement est renvoyé vers des équipements ayant des numéros hexadécimaux. En conséquence, l'opérateur évite d'utiliser des numéros non-hexadécimaux, qu'il peut ainsi attribuer à d'autres abonnés.

Le plan de numérotation et les autres systèmes d'adressage

Q 15 A long terme, pensez-vous que d'autres systèmes d'adressage se substitueront au plan de numérotation pour les communications interpersonnelles vocales ? Comment le plan de numérotation peut-il interagir avec les autres systèmes d'adressage ? Va-t-il devenir un sous-système d'un système global du type Ipv6 ou au contraire suivre un développement autonome et parallèle ?

Aujourd'hui, le plan de numérotation E. 164 se réfère au monde de la téléphonie. Il permet de couvrir des blocs ou des tranches de numéros, des indicatifs, des numéros attribués individuellement (08AB), des numéros courts (1XY, 10XY, 3BPQ), la portabilité des numéros et des services d'annuaires.

Dans ce contexte, SFR a pris en compte deux orientations afin d'identifier des évolutions à long terme :

- Une passerelle de correspondance entre des équipements atteignables en numérotation E164 et d'autres en adressage IP. A ce titre, ENUM⁴ permet une traduction entre ces deux mondes.
- Une passerelle technique permettant de router et d'acheminer des communications "voix" entre le monde circuit et le monde IP (SIP en est un exemple).

Une longue cohabitation entre d'une part circuit et paquet, et d'autre part Ipv4 et Ipv6 a été entamée ; elle durera au-delà de 2020. En conséquence, le développement des deux modes d'adressage va se faire de façon indépendante, charge à ces passerelles de faire les correspondances lorsque cela sera nécessaire (en particulier pour les communications voix).

Les passerelles ENUM et SIP permettent de faciliter cette interopérabilité. Elles devront prendre en compte les évolutions disjointes du plan de numérotation E.164 et du plan d'adressage.

En tout état de cause, quels que soient les systèmes à venir, ils devront pouvoir s'inter-opérer pour permettre un développement optimal des communications interpersonnelles.

³SDA : Sélection Direct à l'arrivée

⁴ENUM (protocole résultant des travaux du Telephone Number Mapping working group de l'IETF) définit une architecture et un protocole basés sur des DNS permettant de convertir les numéros de téléphone E.164 en noms de domaine internet et de les associer à des services de communication à travers ce que l'on nomme des "Uniform Resource Identifiers" (URIs).

ENUM***Q 16 Quel intérêt portez-vous sur la norme ENUM ? Quel impact peut avoir cette norme et ses développements sur le plan de numérotation ?***

ENUM permet de traduire des numéros du plan E. 164 vers d'autres identifiants tels que des adresses IP.

Dans ce contexte, SFR reconnaît l'intérêt de la norme ENUM. En effet, elle permettra de faciliter l'usage de futurs services de communications électroniques, notamment de messagerie entre les usagers.

SFR a participé à une expérimentation nationale de ENUM. A ce stade, l'analyse des services potentiels et les perspectives du marché n'ont pas encore été étudiés.

SFR est intéressée par le protocole ENUM et souhaite être associée à sa mise en œuvre lors de futures consultations ou de groupe de travail sous l'égide de l'ART.

Q 17 Faut-il réserver une partie du plan de numérotation pour les communications avec ou entre des machines ? Laquelle ?

Pour les communications machine - humain ou humain-machine, SFR estime qu'il n'est pas nécessaire de réserver une partie du plan de numérotation.

Cependant, une partie du plan de numérotation devra être conservée pour les communications entre machines, notamment durant la période de migration en cours entre les modes d'adressage TDM et les modes d'adressage (IP par exemple). Ce système permettra d'une part d'éviter des erreurs du type machine-humain et d'autre part, de dérouter au plutôt des appels humain-machine.

Les plans de numérotation privés

Q 18 Quelles remarques et propositions pouvez-vous faire concernant les plans privés ? En particulier, quels sont les avantages et inconvénients du développement de ces plans privés chez les opérateurs ?

SFR a bâti son plan de numérotation privé en cohérence avec le plan national de numérotation. Dès 1995, elle a fait le choix de mettre en œuvre un plan privé, notamment avec des numéros courts gratuits ou payants, en lien direct avec son activité. En l'espèce, ces services apportent des informations, des conseils et une assistance aux abonnés et aux utilisateurs de son réseau. **Ces services, accessibles aux seuls abonnés et utilisateurs de SFR et relevant du plan privé de numérotation, ne sont donc pas substituables aux services accessibles à partir de tous les réseaux ouverts au public.**

Les abonnés et les utilisateurs apprécient la simplicité, la fonctionnalité et la rapidité d'accès de ces services dont le 123 « messagerie vocale », le 900 « service client pour les abonnés » ou le 950 « service clients pour les prépayés » ou l'accès à des services de contenus vocaux se faisant par des numéros mnémoniques à 4 chiffres par exemple. Certains de ces numéros ont, par ailleurs, fait l'objet d'extension à l'étranger dans le cadre d'accords commerciaux pour être utilisables par ses clients en itinérance dans des pays étrangers.

Dans ce contexte, SFR a investi significativement pour permettre la mise en œuvre et l'exploitation de ces services. Ces investissements ont porté sur la réalisation de brochures commerciales et de supports de communication aux clients, la formation des services clients, la facturation, la prise en compte dans les équipements réseaux et systèmes d'information ainsi que sur le développement des services associés.

A contrario, le remplacement de ce plan privé par une numérotation publique exigerait des investissements conséquents et une gêne substantielle pour les clients concernés.

Les décisions que l'ART est susceptible de prendre sur ce sujet doivent s'inscrire dans le cadre d'une vision globale et de long terme. Elle doit prendre en compte l'impact de celles-ci sur le confort et les intérêts des utilisateurs, par ailleurs très sensibles aux éventuels bouleversements, ainsi que sur l'économie de ce secteur et sur ses emplois.

A ce jour, SFR n'a pas reçu de demandes d'éditeurs ou de marques souhaitant utiliser le principe des numéros mnémoniques, mais reste ouverte à toute proposition sous réserve de l'observation d'un délai minimum pour leur mise en œuvre notamment en matière de tarification associée.

Q 19 En particulier, comment faut-il prendre en compte dans le plan de numérotation les besoins des opérateurs en numéros dont l'usage serait réservé à leurs abonnés de boucle locale fixe ou mobile ?

SFR considère que les plans privés propres à chaque opérateur ou partagés entre plusieurs opérateurs (cas du SMS+) offrent une gestion simplifiée et souple de la ressource bien adaptée aux développements de services à valeurs ajoutées accessibles à partir de leurs boucles locales. De ce fait, SFR n'estime pas nécessaire de prévoir des tranches de numéros réservés à l'usage exclusif de ces abonnés dans le plan national de numérotation.

2 – Les règles de gestion des ressources en numérotation

a. Le nouveau cadre réglementaire

b. Les numéros destinés aux communications vocales interpersonnelles

La voix sur large bande

Q 20 Quel type de traitement proposez-vous pour les différents services de voix sur IP, du point de vue de la numérotation ?

L'introduction de la technologie IP dans les infrastructures de la téléphonie est une évolution permettant aux acteurs du marché de la téléphonie d'enrichir potentiellement l'offre de services au consommateur final. Il ne semble pas souhaitable que la **technologie** en elle-même soit régulée, mais il convient que l'intervention du régulateur porte sur le **service** final rendu au consommateur.

Dans ce contexte, et dans la mesure où les services de voix sur IP et les services de téléphonie au public peuvent être substituables et remplissent les critères de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques, il conviendra de ne pas opérer de distinction entre les régimes juridiques applicables. A ce titre, les services de voix sur IP doivent être soumis aux mêmes obligations que les services de téléphonie au public.

L'utilisation du plan national de numérotation est nécessaire lorsque l'utilisateur d'un service de VoIP veut communiquer avec l'ensemble des utilisateurs du réseau RTC : le numéro assure alors sa joignabilité. Dans ce contexte, l'opérateur de service de VoIP a besoin d'avoir accès à des numéros fixes, géographiques ou non-géographiques - ce type de numéro devant d'ailleurs aussi pouvoir être utilisé par des opérateurs « classiques ».

Il apparaît donc que **la fourniture de services VoIP au public requiert les mêmes modalités en terme de plan de numérotation que celle applicable aux opérateurs de services téléphoniques au public.**

Numéros géographiques

Q 21 Estimez-vous pertinent d'envisager la disparition de la notion géographique dans le plan de numérotation (option 2) ? Si oui, à quelle échéance et pourquoi ? Outre l'option 1 (conservation des ZNE, éventuellement élargies), une autre option vous semble-t-elle possible ?

Conformément à la directive "service universel"⁵, la loi du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques a transposé les notions clés de "numéro géographique" et «numéro non-géographique» qui illustrent bien la prise en compte d'une indication de localisation, utilisée pour acheminer les appels.

La modification du plan de numérotation ne doit pas remettre en cause les principes élaborés par le nouveau cadre réglementaire européen.

⁵ Directive « service universel » 2002/22/CE du 7 mars 2002

Dès lors, il n'est pas pertinent d'envisager la disparition de cette notion dans le plan de numérotation, SFR est donc favorable à l'option 1.

Par ailleurs, SFR souligne que la disparition de la notion géographique occasionnerait une perte d'information importante pour le client, tant en ce qui concerne les tarifs des services fixes que la connaissance de la localisation régionale de leurs correspondants.

Q 22 Pour l'option 1 de conservation d'une notion géographique via l'utilisation de ZNE, pensez-vous qu'il existe un risque de surconsommation des numéros géographiques, du fait par exemple du grand nombre de blocs nécessaires à un opérateur pour couvrir tout le territoire français ? Quelle autre raison pourrait entraîner une surconsommation de numéros géographiques ?

SFR tient à souligner que le mode d'attribution actuel de bloc de numéros à taille fixe MCDU par ZNE présente un risque de surconsommation des numéros géographiques. En effet, ce mode d'attribution conduit à un usage inefficace de la ressource en numérotation.

Un aménagement du plan serait donc souhaitable. Dans ce contexte, SFR recommande d'étendre la dimension des ZNE. En effet, le principe consistant à augmenter la granularité d'attribution de la ressource (bloc inférieur à 10 000 numéros) ne semble pas pertinent en raison des limitations en nombre de tranches de numéros dans les tables des traducteurs des équipements de routage d'appels.

Q 23 Pour l'option 1, estimez-vous donc nécessaire de modifier la granularité minimale des blocs de numéros ou d'étendre la couverture géographique d'une ZNE ? Quelle est la solution la plus pertinente à vos yeux ?

Pour l'option 1, SFR privilégie l'extension de la couverture géographique d'une ZNE.

Q 24 Quels sont les problèmes techniques que pose l'une ou l'autre des solutions ? Comment envisagez-vous leurs résolutions et avec quels délais ?

La modification de la granularité minimale des numéros, résultant d'une diminution de la taille de blocs de numéros, conduirait à augmenter le nombre d'indicatifs à déclarer dans les traducteurs mais également à devoir gérer plus d'objets, alors qu'en la matière certains équipements de réseaux ont des capacités limitées.

SFR recommande la plus grande prudence sur cette question. En effet, il n'est pas souhaitable d'imposer des contraintes qui ne seraient pas techniquement compatibles avec la technologie actuelle.

Modalités d'attribution et qualification des opérateurs

Q 25 Faut-il limiter l'utilisation des numéros géographiques aux seuls services téléphoniques ouverts au public ? Dans le cas contraire, quel doit être le périmètre des services éligibles aux numéros géographiques ? Quelles définitions proposez-vous pour ces services

L'utilisation des numéros géographiques doit être limitée aux services téléphoniques ouverts au public. L'ART pourra parfaitement reconduire le plan national de numérotation en maintenant les conditions d'utilisation qu'elle a d'ores et déjà établies.

Q 26 Faut-il introduire des contraintes techniques dans les règles d'attribution et les conditions d'utilisation des numéros géographiques ? Ou au contraire, faut-il conditionner l'attribution de numéros à la simple réalisation d'objectifs (qualité de service, localisation), indépendamment des moyens mis en œuvre ? Argumenter.

En vertu des articles L 32-1, II, 11° et L. 44 du code des postes et des communications électroniques, l'ART veille et prend toutes les mesures nécessaires à l'utilisation et à la gestion efficace des ressources en numérotation. Dans ce cadre, SFR recommande, avant toute l'attribution, que l'opérateur demandeur soit en mesure de connaître le taux minimal d'utilisation de la ressource à respecter. Ce niveau pourra être déterminé en fonction de la taille du bloc (AB, ABPQ, ABPQMCDU) demandé et de son contexte d'utilisation, notamment en terme de couverture géographique (ZNE pour les numéros fixes).

Pour pallier un risque de surconsommation de numéros géographiques et pour améliorer l'efficacité de leur usage, SFR souhaite que l'ART maintienne et renforce les règles de contrôle des numéros d'un bloc dans une ZNE.

Q 27 L'accès aux numéros géographiques est-il indispensable pour le développement de certaines activités ?

SFR considère qu'il n'est pas indispensable de prévoir l'accès aux numéros géographiques pour le développement de certaines activités autres que celles liées à la fourniture d'un service téléphonique ouvert au public.

Numéros non-géographiques non mobiles

Q 28 *Les numéros non-géographiques non mobiles ouverts pour les communications interpersonnelles vocales (087B) sont-ils adaptés aux besoins des utilisateurs et des entreprises ? Estimez-vous nécessaire l'ouverture d'une nouvelle tranche de numéros pour les communications interpersonnelles vocales sans localisation géographique ? Justifier.*

Q 29 *Pour quel usage cette tranche serait-elle créée ? En particulier, quel serait le périmètre des services éligibles à l'attribution de numéros dans cette tranche ? Enfin, quelle tranche préféreriez-vous voir affectée à cet usage ?*

Q 30 *Dans le cas de l'ouverture d'une tranche, estimez-vous nécessaire de distinguer les numéros attribués pour les services de communications électroniques des numéros attribués pour les services téléphoniques ouverts au public ? Quelles tranches de numéros attribuer alors à chaque catégorie de service ?*

Q 31 *Dans l'hypothèse de l'ouverture d'une nouvelle tranche, faut-il faire migrer les numéros existants de la forme 087B ?*

Sous quelles conditions envisageriez-vous cette migration ?

Quelle échéance de temps convient-il de laisser aux opérateurs les utilisant ?

Q 32 *Faut-il subdiviser cette tranche ? Si oui, quels critères faut-il utiliser pour la subdivision : tarif, opérateur, service (visiophonie par exemple)... ? Faut-il instaurer un ou plusieurs plafonds tarifaires ?*

Q 33 *Faut-il distinguer numéros non-géographiques et numéros UPN dans la même tranche ? Ces deux caractéristiques vous semblent-elles compatibles, voire convergentes ?*

Pour assurer la plus grande lisibilité aux usagers et ne pas entraver le développement des services mobiles, SFR recommande de maintenir la structure actuelle du plan de numérotation avec une répartition simplifiée notamment entre les services suivants :

- Communications interpersonnelles vers des services autres que mobiles : tranches « 01 » à « 05 »
- Communications interpersonnelles vers des services mobiles : tranches « 06 » et « 07 »
- Communications vers des services de contenus voix et data : tranche « 08 » hors 087B pour l'instant.

Par ailleurs, le mode d'interconnexion direct ou indirect, à mettre en œuvre entre les opérateurs de réseaux et les éditeurs de services, dans la perspective d'ouverture d'un service, ne doit pas constituer un critère de planification de la ressource.

Numéros mobiles

Q 34 Quels sont les services éligibles à l'attribution de numéros mobiles ? Comment les définiriez-vous ?

Q 35 Comment doivent être traités les besoins des nouveaux usages se développant via des nouvelles technologies sans fil ?

Les services éligibles à l'attribution de numéros mobiles sont des services mobiles.

Comme souligné précédemment, la typologie des numéros dans le plan de numérotation se fait à partir des usages possibles pour les services associés à chacun de ces numéros.

Actuellement, cette typologie distingue :

- les numéros **mobiles** (ex : 06 ABPQMCDU) ;
- et les numéros **fixes** :
 - ✓ pour un service **géographique** (ex : 01 ABPQ)
 - ✓ ou pour un service **non-géographique** (ex : 087 BPQ)

Le cas particulier des réseaux privés virtuels

Q 36 Les besoins des entreprises sont-ils bien pris en compte dans le plan de numérotation ? Si non, quelles évolutions pourriez-vous proposer pour améliorer cette prise en compte ?

Aujourd'hui, les besoins des entreprises se traduisent par une utilisation plus intense et élargie du terminal mobile tout en recherchant à distinguer les numéros réservés à un usage privé et ceux réservés à un usage professionnel.

L'ouverture à des services mobiles de nouvelles tranches de numéros autres que Z=6 favoriserait leur utilisation par les entreprises en quête de productivité, de joignabilité et de réactivité. Dans ce contexte, SFR suggère pour l'ouverture d'une nouvelle tranche que :

- pour les usagers privés, la réservation des « AB » soit établie en partant du bas de la tranche et dans l'ordre croissant. L'objectif est de permettre une continuité avec les AB de la tranche « 06 » ;
- pour les usagers professionnels, la réservation des « AB » soit établie en partant du haut de la tranche et dans l'ordre décroissant. **L'objectif est de créer une réelle rupture avec les numéros réservés aux usagers privés, conformément aux attentes des usagers professionnels.**

Les numéros destinés à la fourniture de services

Q 38 Vous paraît-il nécessaire de préciser la qualification de la tranche 08AB ? De quelle manière (interconnexion indirecte, etc.) ?

SFR ne souhaite pas remettre en cause l'organisation actuelle de cette série de numéros. En effet, la chaîne de valeur accessible par des numéros de la tranche 08AB induit le mode d'interconnexion entre les acteurs concernés.

Par ailleurs, SFR estime qu'il est nécessaire de maintenir la structuration tarifaire de cette tranche.

Q 39 Êtes-vous favorable à une disparition de la distinction actuelle entre « services à coûts partagés » et « services à revenus partagés » dans la tranche 08AB ? Estimez-vous pertinent de structurer cette tranche uniquement par paliers tarifaires ? Les paliers actuels vous conviennent-ils ? Quels sont les autres critères qui pourraient être utilisés pour distinguer les services dans cette tranche ?

SFR n'est pas favorable à la suppression de la distinction des « *services à coûts partagés* » et « *services à revenus partagés* ». Il n'est pas certain que cette suppression permette une meilleure lisibilité et une transparence de l'accès aux informations tarifaires au regard de l'utilisateur.

De plus, les règles de reversements de ces services sont reconnues par tous les acteurs de la chaîne de valeur quelle que soit la catégorie de numéros. Tout autre schéma remettrait en cause un équilibre économique admis et reconnu dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

Par ailleurs, SFR ne souhaite pas voir modifier les paliers tarifaires actuels qui sont familiers aux usagers. Elle estime également que toute modification risquerait d'introduire une confusion néfaste pour les fournisseurs de services et les opérateurs.

Enfin, SFR souligne qu'une remise en cause des tarifs ou l'introduction de nouveaux paliers tarifaires nécessiteraient des délais importants pour la mise à jour des systèmes d'information (facturation, reversements...).

Q 40 Avez-vous des commentaires sur les modalités d'application des paliers tarifaires à l'accès par le consommateur aux numéros de la tranche 08AB depuis les postes mobiles ?

SFR applique des tarifs spécifiques aux numéros 08AB et 3BPQ. En effet, tout en respectant scrupuleusement les plafonds stipulés dans le plan national de numérotation pour les services, SFR est amenée à facturer également le prix du transport. En effet, les conditions tarifaires actuelles de l'offre de collecte de trafic des numéros spéciaux ne permettent pas de couvrir les coûts.

Q 41 Est-il nécessaire de renforcer l'information du consommateur ? Pourquoi et si oui, quelles solutions préconisez-vous ?

Tous les fournisseurs de services de communications électroniques sont tenus de mettre à disposition des consommateurs toutes les informations utiles, actualisées et transparentes des tarifs appliqués, conformément au droit commun de la consommation.

SFR considère qu'il n'y pas lieu de créer un régime spécifique.

Q 42 Quelles autres remarques générales avez-vous à faire sur les numéros spéciaux ?

Conformément à sa réponse de novembre 2003 relatif à l'appel à commentaires des 3BPQ, SFR estime nécessaire d'introduire une structuration tarifaire :

- cette mesure permettra de lever la question de la « lisibilité tarifaire » pour les consommateurs, à l'image de ce qui est mis en place pour les numéros 08 AB PQ MC DU ;
- et facilitera la mise en œuvre technique des numéros courts 3BPQ dans l'ensemble des réseaux de boucle locale, ainsi que le paramétrage des systèmes d'information pour la facturation des clients et la gestion des reversements.

Cette structuration tarifaire devrait avoir pour objectif un effet applicable sur les services ouverts, moyennant une période transitoire.

En outre, conformément à la proposition de l'ART, et si le développement du marché rendait nécessaire cette disposition, nous sommes favorables à l'ouverture d'une nouvelle tranche de numéros courts à 4 chiffres utilisant un préfixe E rendu à l'ART. Dans l'éventualité d'une confirmation de cette nouvelle tranche, elle devrait pour les raisons mentionnées précédemment être structurée par niveau de prix selon les mêmes principes que ceux appelés pour les 3BPQ.

Les autres parties du plan de numérotation

Les règles générales de gestion

Q 51 Quelles remarques générales pouvez-vous faire sur les règles de gestion du plan de numérotation ?

Q 52 Estimez-vous pertinent de supprimer la procédure de réservation ?

Les règles de gestion du plan de numérotation devront permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- garantir une gestion efficace des ressources en numérotation ;
- assurer un accès dans des conditions, objectives, transparentes et non discriminatoires à ces ressources pour l'ensemble des opérateurs ;
- protéger les intérêts des consommateurs.

L'ART devra être particulièrement vigilante sur les conditions d'utilisation effective des ressources attribuées. SFR attire l'attention de l'Autorité sur les points suivants :

- *Garantir une absence de discrimination, dans des circonstances analogues, dans le traitement des opérateurs*

Dans une même catégorie de numéros, l'ART devra garantir l'absence de discrimination dans le traitement des opérateurs, lors de l'établissement des nouvelles conditions d'attribution, de gestion et d'utilisation des ressources en numérotation.

SFR tient à souligner que des règles objectives, transparentes et non discriminatoires mais également précises de gestion du plan national de numérotation sont des éléments essentiels du futur dispositif.

- *Une période de réservation limitée réduite à 6 mois*

Les numéros courts constituent une ressource rare. Pour garantir une gestion efficace de cette dernière, SFR estime que la possibilité de réserver des numéros pour une période de 2 ans est disproportionnée, notamment au regard des délais de développement et de mise sur le marché d'un service. Cette disposition pourrait conduire à des abus de réservation des numéros les plus mnémoniques en vue de leur revente à des tiers. De telles pratiques ont été observées sur certains marchés étrangers.

SFR propose que la période de réservation n'excède pas 6 mois.

- *Un délai d'ouverture, à compter de la date d'attribution, limité à 6 mois.*

SFR souhaite que l'ART prenne toutes les mesures utiles pour garantir une bonne utilisation des numéros. **Dans ce contexte, SFR recommande un délai d'ouverture du service de six mois à compter de la date d'attribution des numéros.**

- *Un renforcement des mesures de contrôle de l'utilisation de la ressource*

Conformément aux règles de gestion du plan national de numérotation, l'ART devra engager une procédure de retrait de l'autorisation individuelle lorsque les conditions d'utilisation ne seront pas conformes aux conditions d'attribution ou si la ressource attribuée n'est pas utilisée dans le délai d'ouverture du service.

En complément des mesures de contrôles, SFR recommande la mise en œuvre d'un audit annuel sur la qualité de service des prestations offertes.

▫ *Transfert*

SFR souhaite, en effet, apporter quelques précisions sur les questions de transferts des numéros. Conformément aux dispositions du code des postes et des communications électroniques, les numéros ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'ART.

Toutefois pour éviter des réservations détournées ou abusives des numéros, les demandes de transfert ne devraient pas être permises dans les 12 mois suivant la première attribution.

SFR souligne que le transfert à un tiers de numéros réservés ne devrait pas être possible.

Q 53 Selon les catégories de numéros, est-il techniquement possible de réduire la modularité minimale des blocs de numéros de 10000 à 1000 numéros pour toutes les catégories de numéros ? Sinon, à quelle échéance cette réduction est-elle envisageable ?

La modularité minimale des blocs de numéros étendue à 1000 numéros par blocs pour toutes les catégories n'est pas pertinente. SFR rappelle la nécessité de poursuivre l'attribution de la ressource de numéros mobiles par bloc d'« AB ».

Les numéros à fonctionnalités banalisées

Q 54 Quels sont les services liés à la ligne concernés ?

SFR reconnaît l'intérêt d'harmoniser dans le plan national de numérotation les numéros donnant accès aux fonctionnalités banalisées. En effet, ces services pourraient être disponibles à partir de tous les réseaux fixes et mobiles. Cependant, la mise en œuvre d'une telle harmonisation pourrait s'avérer complexe notamment en raison de l'association de services existants et des numéros spécifiques, qu'il est difficilement envisageable de modifier. Cette évolution nécessitera la création d'un groupe de travail sous l'égide de l'ART.

SFR estime nécessaire de réserver dans le plan national de numérotation une tranche spécifique pour les services :

- de conférence (organisation et/ou accès) ;
- de renvoi d'appel (accès à un serveur de gestion des renvois ou préfixage plus simple que *21*) ;
- de filtrage d'appel (renvois vers un répondeur vocal ou tout autre numéro) ;
- du dernier numéro de l'appelant (sur le réseau auquel l'utilisateur est connecté) ;
- de masquage du numéro (équivalent à la séquence du *31*NUMERO) ;
- et de l'horloge parlante.

SFR souligne qu'il n'est pas nécessaire que cette liste soit imposée à l'ensemble des opérateurs de boucle locale.

Q 55 En fonction de cette liste, quelle option favorisez-vous ?

SFR recommande de ne pas retenir l'option 3 en raison de la méconnaissance et de la complexité de cette option induite pour les clients.

SFR privilégie le principe du plan privé. Cependant, SFR recommande comme solution alternative, dans un premier temps l'option 1 (numéro unique par service quel que soit le réseau d'accès au service), dans un deuxième temps l'option 2 (tranche dédiée aux services des opérateurs à leurs abonnés dans laquelle chaque opérateur de boucle locale se voit réserver de la ressource pour ses besoins internes).

D'un point de vue technique, SFR tient à souligner que les touches * et # ne sont pas, aujourd'hui, gérées pour nos clients.

Q 56 Dans le cas de l'option 1, quels numéros proposez-vous pour les services que vous avez identifiés ?***Q 57 Dans le cas de l'option 2, quelle tranche du plan de numérotation préféreriez-vous voir affectée à cet usage ?***

SFR suggère de continuer à utiliser les 3BPQ. Les EBPQ restent également une option ouverte.

Q 58 Dans le cas de l'option 3, est-il envisageable d'utiliser les touches * et # pour les services des opérateurs à leurs abonnés ? La norme « Human Factor » vous semble-t-elle suffisante pour fournir les services concernés ?

Conformément à sa réponse à la question 55, SFR estime que cette solution ne doit pas être retenue.

Questions diverses

Services paneuropéens : numéro « 116 », ETNS

Q 59 *Quels services suggérez-vous d'inclure dans les numéros « 116 » ? Autres remarques à ce sujet.*

Q 60 *Quelles remarques pouvez-vous faire sur l'ETNS ?*

Q 61 *Est-il nécessaire de développer d'autres services que les services d'intérêt général au niveau européen ? Comment ?*

Q 62 *Quelles observations désirez-vous communiquer à l'Autorité sur les parties du plan de numérotation qui n'ont pas été évoquées explicitement ?*

□ Les conditions d'éligibilité au « 116 » doivent être strictement encadrées et définies :

Dans le cadre des travaux au sein du Comité des communications (COCOM), la liste de services éligibles au préfixe 116, proposée par la Commission européenne, a une portée très large. SFR souligne l'absence de précision dans la définition des critères établis pour leur éligibilité. La notion d'intérêt public doit être conforme aux principes du droit communautaire. Par ailleurs, SFR souhaite que cette notion soit renforcée par un critère de non-profitabilité.

□ Régime d'interconnexion associé au « 116 » :

L'absence d'orientations en matière de régime d'interconnexion pourrait tout simplement rendre inapplicable les conditions d'éligibilité à définir. En effet, les services concernés, n'étant pas par nature, exploités et hébergés par les opérateurs de boucle locale (fixe ou mobile), le régime d'interconnexion afférent doit relever d'un mode leur permettant de recouvrer totalement ou partiellement leurs coûts. A ce titre, SFR suggère qu'un régime d'interconnexion indirect soit retenu visant à permettre l'élaboration d'accords entre les exploitants des services éligibles « 116 » et les opérateurs de boucle locale. Ce régime d'interconnexion pourrait prévoir :

- des conditions tarifaires adéquates pour permettre à ces derniers de répercuter aux autres opérateurs faisant partie de la chaîne de valeur, une rémunération couvrant l'ensemble des coûts qu'ils exposeraient pour assurer le départ et le transport des appels ;
- des conditions techniques précises.

□ Acheminement des appels – transporteurs nationaux et internationaux :

L'exploitation et l'hébergement des plates-formes de services éligibles au « 116 » et ceux des réseaux de boucle locale les rendant accessibles pourront avoir lieu dans les différents Etats membres dans certains cas. SFR souligne la nécessité d'avoir recours aux prestations d'acheminement et de transport de trafic d'opérateurs tiers nationaux voire internationaux.

En prenant en compte le régime d'interconnexion préconisé, SFR suggère que ces opérateurs tiers respectent des obligations, à définir par la Commission européenne. Elles devront conduire à minima à :

- établir des accords commerciaux avec les exploitants de réseaux et de plates-formes de services concernés et à leur garantir des conditions financières orientées vers les coûts ;

- garantir le transport des trafics et des informations de signalisation en toute transparence et sans utilisation commerciale de leur part ;
 - garantir le basculement des obligations entre opérateurs tiers ;
 - et garantir et justifier le bon acheminement des trafics et des informations de signalisation.
- Numéros du plan de l'ETNS

SFR souligne que la tranche +3883 1 xx du plan de l'ETNS est applicable au Service Public. Par ailleurs, l'ETNS indique que les services éligibles sont non-profitables.

Dès lors, il serait souhaitable que la Commission européenne reconsidère le préfixe « 116 » afin de ne pas créer de confusion entre le plan de l'ETNS et le futur plan associé au « 116 ».